

L'édito

Chers vous toutes et tous,

Cette newsletter est l'occasion de donner un aperçu des actions de l'UE concernant la crise du Coronavirus mais aussi le séisme en Croatie et l'élargissement de l'UE. Actuellement nous ne pouvons pas encore dire quand nos activités vont reprendre, nous sommes néanmoins toujours en télétravail et à votre disposition par mail (maisondeleurope49@gmail.com), par téléphone (06 84 59 30 96) et sur les réseaux sociaux !

Bonne lecture,

Jean-Marc Minier,
Président de la
Maison de l'Europe
Angers & Maine-et-Loire
Europe Direct

Échanges avec Thierry Breton, commissaire chargée du Marché intérieur

Le commissaire répond aux critiques sur la gestion européenne de la crise sanitaire. « En moins d'une semaine on a levé les critères de Maastricht [...] L'essentiel, c'est la solidarité ». Et estime qu'une mutualisation des dettes sera nécessaire pour préserver les tissus industriels de chaque État membre.

Plus d'infos sur :

<https://www.ouest-france.fr/sante/virus/coronavirus/coronavirus-thierry-breton-pour-un-fonds-europeen-de-reconversion-industrielle-6797763>

Le livre du mois

La grande bascule

Par Jean-Dominique Giuliani



« Des paysages politiques bouleversés, un retour des nationalismes, une parole politique et des manifestations plus violentes... Qu'arrive-t-il à l'Europe... ? La grande bascule, c'est celle d'un monde dans lequel

l'Europe se trouve interpellée par de nouveaux et nombreux défis. »

Contrairement aux discours habituels, Jean-Dominique Giuliani, Président de la Fondation Robert Schuman, montre que l'Union européenne a les moyens de les relever.

Il y a une vraie différence entre innover à partir d'un succès ou rebondir après un échec. L'Europe a réussi au-delà des espérances de ses fondateurs. Elle peut encore réussir pour garantir sa place, à la fin du siècle, parmi les trois plus grandes puissances mondiales.

Éditions de l'école de guerre

L'Europe au quotidien

100 milliards d'euros pour les travailleurs et les entreprises : l'initiative SURE

« La Commission propose de mettre en place un instrument de solidarité dénommé SURE. Doté de 100 milliards d'euros, il a pour objectif d'aider les travailleurs à maintenir leurs revenus et de soutenir les entreprises en difficulté. En cette période de crise majeure, il est essentiel de protéger les conditions de vie et de soutenir les moyens de subsistance de nos citoyens. [...] La pandémie de coronavirus met l'Europe à l'épreuve d'une manière qui était encore impensable il y a seulement quelques semaines d'ici. La portée et l'étendue de cette crise exigent une réaction sans précédent en termes d'échelle, de vitesse et de solidarité. [...] Nous devons amortir le choc économique afin que l'économie de l'UE soit prête à redémarrer lorsque les conditions seront à nouveau réunies. Pour y parvenir, nous devons veiller à ce que les travailleurs gardent leur emploi et à ce que les entreprises poursuivent leurs activités. Tous les États membres disposent, ou disposeront bientôt, de dispositifs de chômage partiel à cet effet. La Commission contribue à ces efforts en mettant en place l'initiative SURE, un nouvel instrument qui fournira jusqu'à 100 milliards d'euros sous forme de prêts aux pays qui en ont besoin afin que les travailleurs perçoivent un revenu et que les entreprises ne licencient pas. Cet instrument permettra aux citoyens de continuer à payer leur loyer, leurs factures et leurs achats alimentaires et il contribuera à apporter une stabilité indispensable à l'économie. »

Plus d'infos sur cette initiative sur :

https://ec.europa.eu/france/news/202002/initiative_sure_chomage_partiel_coronavirus_fr



Vous pourrez trouver dans le lien ci-dessous un récapitulatif des actions de solidarité des pays, régions et villes de l'UE, notamment en terme de prise en charge des patients, de protection des professionnels de santé et des citoyens et de rapatriement des citoyens (document non exhaustif et datant du 28 mars).

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/FS_20_563

Élargissement de l'UE : nouvelle étape franchie par la Macédoine du Nord et l'Albanie

Mardi 24 mars, les ministres des Affaires européennes de l'UE ont donné leur accord pour entamer des pourparlers en vue des négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord et l'Albanie. Une décision qui intervient malgré la crise sanitaire à laquelle l'UE est confrontée.

Une déclaration, qui n'engage pas automatiquement l'ouverture de négociations. Le texte a été soumis le lendemain aux chefs d'Etat et de gouvernements qui ont confirmé la décision de leurs ministres et donneront mandat à la Commission européenne pour préparer un cadre de négociations" [Les Echos]. "Ce dernier devra être entériné lors d'un autre sommet européen et une date sera alors décidée pour l'ouverture des négociations", poursuit le média. Cela constitue néanmoins une étape majeure pour la Macédoine du Nord, qui a déposé sa demande d'adhésion il y a quinze ans, et pour l'Albanie, qui en a fait de même il y a six ans.

"Montrer que l'UE reste opérationnelle"

Plusieurs responsables voient dans cette décision une preuve de la vigueur du projet européen. [...] Du côté des nouveaux candidats, le ministre nord-macédonien des Affaires étrangères a estimé que la décision des États membres constituait un signe de solidité de l'UE [Euronews]. Le fait que "l'UE ait trouvé la volonté, l'énergie et la force pour prendre cette décision en ces temps difficiles est un signal très important pour nous", a-t-il précisé [Politico]. Pour Politico, cette décision prise à l'issue de la réunion est "la preuve que le bloc de 27 membres pouvait parvenir à un accord sur un sujet qui a longtemps été source de division, alors même que l'Europe est en proie à la crise du coronavirus". La Libre reste plus réservée. Pour le quotidien belge, cette décision "significative" risque, sinon de "passer inaperçue, du moins de peu redorer l'image de l'Union dans les Balkans de l'Ouest, alors que la région attend une aide européenne pour affronter le défi du Covid-19 et qu'une date de lancement des négociations d'adhésion n'est pas encore fixée".

Un chemin encore long

Si la réouverture des discussions envoie un message "fort et clair" aux pays de l'ouest des Balkans, le chemin vers l'adhésion est encore long [La Libre]. Plusieurs pays [...] insistent notamment sur la mise en place de réformes de leurs systèmes judiciaires afin de garantir le respect de l'Etat de droit, la lutte contre la corruption et le financement des partis politiques [Euractiv]. Plus d'infos sur Toute l'Europe :

<https://www.touteurope.eu/revue-de-presse/revue-de-presse-elargissement-la-macedoine-du-nord-et-l-albanie-franchissent-une-nouvelle-etape.html>

ZOOM SUR ...

Le séisme en Croatie et le mécanisme de protection civile

Suite à la crise actuelle du Coronavirus, les manifestations prévues en mai autour de la Croatie, à la tête de la Présidence tournante de l'UE du 1^{er} semestre 2020, ont été reportées, mais il s'est rajouté à nos amis croates de Zagreb, également touchés par le confinement, un séisme qui n'a fait qu'aggraver les choses.



Dimanche 22 mars, un tremblement de terre a secoué la Croatie [...], d'après l'agence sismologique européenne EMSC, il s'agissait d'un tremblement de terre de magnitude 5.3. Ce séisme a frappé une large zone au nord de Zagreb, l'épicentre était de 7km au nord de la capitale, à une profondeur de 10km.

De vastes dégâts ont été constatés, [...] à Zagreb, la cathédrale mythique du centre ville a notamment été frappée.

<https://fr.euronews.com/2020/03/22/un-tremblement-de-terre-frappe-la-croatie>

Croatie : l'UE mobilise l'aide d'urgence en faveur de la Croatie après le tremblement de terre

Le mécanisme de protection civile de l'UE a été activé par la Croatie. Dans l'immédiat, la Commission européenne a déjà contribué à mobiliser des tentes, des lits, des matelas, des dispositifs de chauffage et des sacs de couchage en provenance de Slovénie, de Hongrie, d'Autriche et d'Italie afin qu'ils soient rapidement acheminés vers les zones touchées.

<https://ec.europa.eu/france/news/20200323/aide-croatie-tremblement-de-terre-fr>

En effet, l'UE a créé un Mécanisme de Protection Civile de l'Union (MPCU) pour soutenir les États membres afin de sauver des vies lors de tremblements de terre, d'ouragans et d'inondations, pour lutter contre les incendies de forêt et pour évacuer des ressortissants de l'UE en situation de crise - notamment lors de l'actuelle épidémie de COVID-19 en Chine - en coordonnant et en soutenant les efforts de protection civile.

<https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20200304IPR73997/le-mecanisme-de-protection-civile-doit-etre-suffisamment-finance>

**La présente publication n'engage pas
la Commission européenne**